

été saisis. Toutefois, après avoir dit cela, même si le bill n'est pas libellé comme je l'aimerais, il ne serait ni juste ni convenable pour moi de m'y opposer: pour le Canada, la mesure est très significative.

Je termine en priant encore une fois le ministre de trouver une autre occasion, cette semaine, s'il y avait moyen, pour discuter avec notre ministre de la Santé, notre procureur général et notre premier ministre des véritables difficultés économiques que le régime suscitera à la Nouvelle-Écosse. Merci, monsieur l'Orateur.

M. D. R. Gundlock (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, cet après-midi, en pensant à l'assurance frais médicaux considérée comme une mesure socialiste, un fait m'a particulièrement frappé: les supposés tenants du socialisme—les députés du Nouveau parti démocratique—étaient tous absents de la Chambre.

Avec votre permission, monsieur l'Orateur, je voudrais faire une dernière demande. A la Chambre et en public, j'ai mentionné mes principaux sujets d'inquiétude au sujet de ce projet de loi. J'ai déclaré que j'appuierais le bill avec n'importe quel amendement—ou presque. Le ministre des Finances a déclaré dans cette Chambre, qu'il faudrait l'ajourner pour un an ou deux, car le pays ne pouvait pas se permettre d'adopter ce programme à l'heure actuelle. Qu'est-ce que nous nous permettons, au juste? Nous considérons son aspect économique, je suppose, du point de vue du ministre des Finances et, peut-être, son aspect politique, du point de vue du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen). Considéré sous cet angle, on pourrait parler de «soins politiques» au lieu de «soins médicaux».

Je le répète, cela m'a paru une question d'opportunisme politique. Ce n'est pas de cela que nous devrions parler; ce n'est pas à cela que nous devrions penser quand nous parlons d'assurance frais médicaux. Le ministre réfléchira, j'espère, à ce projet de loi d'ici à ce qu'il entre en vigueur, dans deux ans. Je ne vois pas pourquoi nous en forcerions l'adoption puisqu'il ne peut entrer en vigueur avant que certains ministres arrivent à s'entendre. N'avons-nous pas d'autres questions importantes et urgentes à étudier?

● (6.30 p.m.)

Je supplie le ministre et, s'il le faut, je le défie de faire une enquête approfondie sur les résultats de régimes semblables adoptés dans d'autres pays. Je ne prétends pas être un

[M. Forrestall.]

expert, mais il me semble qu'on devrait charger un comité d'étudier ce qui s'est fait dans ces autres pays.

Au fond, il s'agit ici de la santé et du bien-être des Canadiens. Et pourtant, on en a peu parlé au cours du présent débat. Nous avons admis ne pas pouvoir nous permettre le régime en ce moment, mais il reste que nous devons veiller, d'une façon ou d'une autre, à assurer aux Canadiens tous les avantages en matière de santé et de bien-être. Personne n'a oublié notre triste expérience dans le financement de notre régime des pensions. J'ai appuyé ce régime et voté pour son adoption, mais seulement après avoir supplié le ministre de réexaminer le mode de financement envisagé.

J'exhorte maintenant le ministre à réfléchir sur l'essence du projet de loi, à se garder d'en forcer l'adoption pour des raisons d'ordre politique. Nous devons considérer la santé et le bien-être des Canadiens d'un point de vue purement médical plutôt que politique ou économique.

Comme je ne suis pas expert en la matière, j'ai dû consulter l'histoire pour découvrir quelle a été l'expérience du passé. J'ai trouvé dans une revue médicale, *Lancet*, un article troublant intitulé «Un édifice qui croule». On y relate ce qui s'est passé il y a cent ans, en fait au temps Bismarck, qui a instauré la médecine d'État en Allemagne. A cette époque, l'Allemagne occupait le premier rang pour la recherche en laboratoire. Malheureusement, elle l'a cédé après l'avènement d'Hitler. Mais auparavant, l'Allemagne était considérée comme le pays le plus avancé au monde dans la recherche en laboratoire, tandis que l'Angleterre était renommée pour la recherche en clinique.

Je suis certain que tous les médecins du monde respectent les idées du docteur Osler, dont le rêve était de concilier les vues anglaises et allemandes sur la médecine. Il voulait réunir les meilleures méthodes de recherche en clinique et en laboratoire, ainsi que de traitement. S'il avait réussi, je suis convaincu que les problèmes de santé dans le monde entier seraient à l'heure actuelle beaucoup moins graves.

Je crois qu'il serait bon de signaler les efforts de Marx en Russie. Qu'est-il advenu de ces régimes grandioses là-bas? L'union envisagée ne s'est jamais réalisée. La Russie ne peut plus être considérée comme un modèle important dans le domaine de la médecine socialisée et l'Allemagne a perdu sa place dans ce domaine. L'Angleterre et l'Allemagne ne sont plus considérées comme des pays de premier plan dans les domaines de la recherche en clinique et en laboratoire.